

Le député de Crowfoot (M. Horner) a parlé d'une régie du prix des grains fourragers et je suis certain que quelqu'un d'autre en parlera plus tard. J'ai passé quatre jours dans l'Ouest du Canada la semaine dernière, et j'ai parlé à de nombreux agriculteurs de cette région. Quoi qu'en dise le député de Crowfoot ou quelqu'un d'autre, je pense qu'il est de mon devoir de parler aux agriculteurs et de les écouter. Après chaque réunion que je tiens avec eux, je les invite à me poser des questions et à me dire ce qu'à leur avis, le ministère fédéral de l'Agriculture et le gouvernement du Canada devraient faire. Je ne peux pas prendre pour acquit ce que me disent les députés de l'opposition, monsieur l'Orateur, je tiens à l'entendre de mes propres oreilles et je continuerai de le faire. Je ne peux accepter qu'environ une invitation sur dix que me transmettent des organisations agricoles et j'assiste à ces réunions le mercredi, le vendredi soir ou pendant la fin de semaine. Il m'arrive rarement d'être absent une journée de la Chambre ou de mon bureau. Je ne prends pas ce temps sur mon travail ou sur les séances de la Chambre des communes, mais sur le temps que je consacre à ma famille, ce qui n'est sans doute pas normal. Je défie quiconque de se mesurer à moi en ce qui concerne l'assiduité à la Chambre ou le travail en tant que député.

Des voix: Bravo!

M. Whelan: Je pourrais ajouter que j'utiliserai l'avion du gouvernement et que j'emmènerai chaque fois des invités avec moi. J'emmènerai d'autres Canadiens pour qu'ils voient à quoi ressemblent les autres régions du Canada et qu'ils puissent voir comment l'agriculture se situe dans le contexte national.

Tous les trois mois, le ministère fédéral de l'Agriculture rédige des brochures d'information et de perspectives et les met à la disposition de l'industrie et des agriculteurs. Il est impossible d'établir des prévisions tout à fait précises dans le domaine de l'agriculture. Par exemple, personne n'avait prévu ce qui devait arriver cette année dans le domaine de l'agriculture, personne, ni le plus grand conseiller qui existe aux Etats-Unis ou au Canada ni personne d'autre, ne nous avait dit ce qui allait arriver.

En terminant, monsieur l'Orateur, j'aimerais exprimer mon espoir qu'il ressortira quelque chose de constructif de nos délibérations aujourd'hui. En tant que ministre de l'Agriculture, je serai le premier à le reconnaître et à le mettre en vigueur. Qu'il suffise de mentionner notre travail passé ici et au comité de l'agriculture, et je ne mentionnerai que le petit bill sur l'assurance-récoltes...

Une voix: C'est le seul bill.

M. Whelan: C'est peut-être le seul, monsieur l'Orateur, mais il faudrait deux ans pour faire adopter un bill plus long!

Une voix: Essayez donc!

M. l'Orateur: Le député de Saskatoon-Biggar a la parole.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, le ministre vient tout juste de dire que personne n'aurait pu prévoir ce qui allait se passer dans l'agriculture l'année dernière ou ces derniers six mois. Cela revient à dire que nous avons, en agriculture, une situation semblable à celle qui prévaut dans le domaine de l'énergie, à savoir qu'il n'y a pas eu de programme à long terme. Comme on le dit dans la motion, l'agriculture n'a été administrée qu'avec des programmes à court terme. Les agriculteurs, tout comme le gouvernement, ont été pris au

Agriculture

dépourvu quand ils ont essayé de régler la situation sans avoir vraiment confiance dans l'avenir. Monsieur l'Orateur, nous devons pouvoir avoir confiance et nous devons nous acquitter de nos responsabilités envers le peuple canadien.

Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) peut parcourir le pays s'il le veut en disant que les aliments ne coûtent pas cher, mais il n'en a pas convaincu le consommateur. Il n'a même pas convaincu ses propres collègues parce que le gouvernement a établi une Commission de surveillance pour découvrir ce qui n'allait pas dans le prix des aliments au pays. Il a dit qu'il devait rencontrer les producteurs de bœuf demain. J'espère qu'il rencontrera également d'autres gens dans l'industrie, qu'il fera tout ce qu'il faut pour pouvoir revenir à la Chambre avec une politique pour l'industrie de la viande rouge qui lui donnera une certaine confiance. Le gouvernement de ma province a dû soutenir le prix des porcs pour assurer le maintien d'un niveau respectable de production de porc. C'est là le rôle que le gouvernement fédéral devrait jouer. Depuis la seconde guerre mondiale, le gouvernement est chargé d'assurer des prix de soutien à l'agriculture.

● (1550)

Revenons au bœuf. Qu'a fait le gouvernement sous ce rapport? Ses initiatives passées, plutôt minables, ont manqué de coordination. Il a pris unilatéralement la décision de supprimer le tarif sur le bœuf importé au Canada. Mais il n'a obtenu en échange aucune garantie. Il l'a tout simplement supprimé unilatéralement. Les éleveurs de bétail lui ont donné tort. Nous avons dit que c'était une erreur, mais cela n'a fait aucune différence. Ensuite, nous avons assisté à un embargo, dont le ministre de l'Agriculture a dit que ce n'en était pas un. Tout le monde a compris que c'était un embargo, mais il a maintenu le contraire. Si ce n'en était pas un, pourquoi l'a-t-il placé? De qui voulait-il se payer la tête? Ses manœuvres n'ont fait qu'accroître la confusion qui régnait dans l'industrie. Plus tard, il a rétabli le tarif de 3c. Apparemment, il a aussi levé l'embargo.

Les producteurs de l'Ouest veulent savoir quelle est exactement la politique du gouvernement. Ils ont vu les prix tomber de \$60 à \$44 les cent livres. C'est toute une dégringolade. Il n'y a, à proprement parler aucun prix de soutien. Le ministre dit qu'il ne peut obtenir de la Chambre les mesures législatives indiquées. Je prétends que s'il présentait à la Chambre une mesure législative qui assurerait des prix de soutien réalistes, elle serait adoptée. Les mesures législatives qui, dans nos lois, se rapportent aux prix de soutien sont tout à fait périmées. Le prix de soutien, fondé sur 80 p. 100 de la moyenne des prix des dix années antérieures, est sans utilité, vu les taux actuels d'inflation qui se situent à 4 ou 5 p. 100 par année. Point n'est besoin d'être un mathématicien et d'avoir une règle à calcul pour comprendre qu'un prix de soutien fondé sur une telle théorie ne saurait s'approcher des prix actuels. Parce qu'il n'existe ni politique ni prix de soutien réalistes, les producteurs agricoles se demandent où ils s'en vont.

Le ministre de l'Agriculture a également la responsabilité d'assurer que les consommateurs Canadiens sont suffisamment approvisionnés en denrées alimentaires à des prix raisonnables qui permettront aux cultivateurs de payer au moins leurs frais de production. Pourtant, nous avons importé, il y a un an, 27 millions de livres de beurre. Je me demande combien de millions de livres nous importerons cette année. Je me demande aussi combien de livres